

Amérique Années Trump

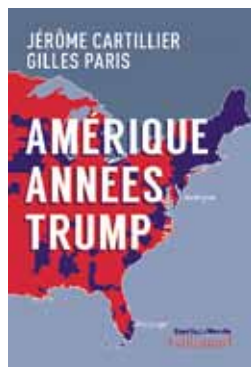
Jérôme Cartillier, Gilles Paris

Gallimard, septembre 2020
400 pages, 23 €

L'élection de Joe Biden et les premiers mois de son administration marquent incontestablement une rupture avec le « trumpisme ». Et déjà dans la forme de la communication. Souvent en « roue libre », se considérant lui-même comme « le meilleur » et « le pire », Donald Trump a en effet montré les limites d'une présidence à la fois égocentrique et unilatéraliste, hiératique et populiste. Ce magnat de l'immobilier a su amalgamer business familial et gestion de l'Etat; ce politicien inexpérimenté a pu mêler relations personnelles avec d'autres Trump, tropical (Jair Bolsonaro) ou méditerranéen (Recep Tayyip Erdogan), et pseudo-direction de la première puissance mondiale. Ce pur (?) produit de la télé-réalité, complotiste, a dû s'opposer aux médias traditionnels, illustrant la face sombre des réseaux sociaux via ses tweets et la diffusion de fake news au profit, par exemple, du charbon « propre » ou du coronavirus.

Les deux auteurs, journalistes à l'AFP pour Jérôme Cartillier et au *Monde* pour Gilles Paris, analysent à merveille la « campagne perpétuelle » d'un Président élu malgré un vote populaire minoritaire, par un électoralat fidèle, pas seulement de « Blancs, âgés, ruraux, non diplômés », mais clairement influencé par la droite évangéliste et largement accroché aux armes à feu et au fantasme de l'invasion migratoire; un « républicain » menant ensuite une politique au bénéfice des plus aisés et s'affranchissant de l'Etat de droit.

Disruptif, Trump le fut aussi sur le fond. Que l'on se souvienne du retrait des Etats-Unis des accords visant à une gouvernance mondiale des problématiques de l'humanité, de la guerre atomique au réchauffement climatique. Contre ses alliés, Donald Trump



a ainsi décidé de quitter la COP21 et le JCPoA, relatif au contrôle du nucléaire en Iran. Ce refus du multilatéralisme a accentué l'orientation d'une *America* finalement ni « *great again* » ni « *first* », mais bien *alone*. Il a échoué aussi, entre autres, dans sa stratégie de rapprochement avec la Corée du Nord ou de conflit commercial avec la Chine.

Par ailleurs, l'homme a subi une procédure d'impeachment, l'embarquement d'une partie des Etats-Unis après l'assassinat de George Floyd, tout en bénéficiant d'une embellie économique commencée sous Obama, qui n'a pas effacé la fracturation de l'Amérique. Sa gestion calamiteuse de la pandémie de la Covid-19 et son propre refus, comme celui de ses partisans, d'acter la victoire démocrate ont confirmé l'éclatement, fort bien analysé au-delà des errements d'un Président, d'un pays profondément polarisé et hystérisé, une société et un peuple à reconstruire...

Emmanuel Naquet,
membre du comité
de rédaction de *D&L*

« Police »

Revue *Alternatives non-violentes*
N° 198, mars 2021, 8,50 €

La revue *Alternatives non-violentes* nous propose, dans son numéro de mars 2021, un bref mais intéressant dossier sur la police. Son titre et son sous-titre « Police. Forces de l'ordre ou gardiens de la paix ? » cadrent le sujet: il s'agit de la police dans sa fonction de maintien de l'ordre plus que dans celle d'enquête judiciaire et de répression de la criminalité. Mais si la question des violences policières est sous-jacente, elle n'est pas traitée en tant que telle; on n'y trouvera pas de témoignage ou de constat: d'autres l'ont déjà bien fait. Il s'agit plutôt de réflexions et d'analyses sur les phénomènes en cours, sur ce qui les explique à la fois dans l'histoire, dans les concepts utilisés ou dans

les pratiques managériales, avec des esquisses de solutions dans une perspective non violente.

Les articles en sont relativement courts et parfaitement lisibles et nous donnent des éléments pour nourrir la réflexion: ils traitent de l'histoire des polices, des concepts de sécurité et de sûreté, du rapport à la hiérarchie, de la suppression de l'IGPN⁽¹⁾, des problèmes de légitimité de la police dans ses rapports avec la population, des stratégies de maintien de l'ordre comparées à celles mises en oeuvre dans d'autres pays; mais ils parlent aussi de la formation des policiers – un sujet rarement développé alors qu'il en est sans cesse question – et de Minneapolis, non sous l'angle du meurtre de George Floyd mais sous celui, plus original, de ses suites, en décrivant le mouvement « *defund* » (réduire les crédits de la police) et en évoquant des expériences en cours pour « *réinventer les sécurités* » – notamment dans les écoles – avec l'apport d'organisations qui ont l'expérience de la non-violence.

Leur intérêt repose aussi sur la diversité de leurs auteurs. On y trouve des sociologues spécialistes de la police (par exemple Sébastien Roché ou Christian Mouhanna, dont nous avons eu l'occasion de publier des articles), un historien, une juriste de l'Acat⁽²⁾, une philosophe mais aussi des militants de la non-violence dont un ancien préfet qui, dans une interview, propose un regard équilibré.

Ce dossier ne peut que nous confirmer dans l'idée qu'une police répondant aux besoins et aux attentes des citoyens et bénéficiant de leur confiance est à notre portée, pour peu qu'au lieu d'un « *Beauvau de la sécurité bien mal engagé* » (comme l'écrit l'éditorial), on instaure une vraie réflexion et un véritable débat.

(1) Inspection générale de la Police nationale.

(2) ONG chrétienne contre la torture et la peine de mort.

Gérard Aschieri,
rédacteur en chef de *D&L*